



Liberté, Égalité, Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DU HAUT-RHIN

Direction des
Collectivités Locales et
de l'Environnement

Bureau des Installations
Classées

GC/AG

ARRETE

n° **003194** du **- 6 NOV. 2000** portant
autorisation d'exploiter au titre des Installations Classées
Société METAL CLAIR à VIEUX-THANN

LE PREFET DU HAUT-RHIN
Chevalier de la Légion d'Honneur

- VU** le Titre 1^{er} du Livre V du Code de l'Environnement ;
- VU** le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié ;
- VU** la demande présentée le 10 février 2000 par la Sarl METAL CLAIR dont le siège social est ZAC - 5 rue Gutenberg à VIEUX-THANN 68800, en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter une unité de grenaillage métallisation de pièces métalliques à VIEUX-THANN ;
- VU** le dossier technique annexé à la demande et notamment les plans du projet ;
- VU** le procès-verbal de l'enquête publique à laquelle la demande susvisée a été soumise pendant un mois, du 9 juin au 8 juillet 2000 ;
- VU** les avis exprimés lors de l'enquête publique et administrative ;
- VU** le rapport du 12 septembre 2000 de la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement chargée de l'Inspection des Installations Classées ;
- VU** l'avis du Conseil départemental d'hygiène du 5 octobre 2000 ;

CONSIDÉRANT que ces installations constituent une activité soumise à autorisation visée au n°2567 et à déclaration visée au n° 2575 de la nomenclature des installations classées ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de fixer des prescriptions d'implantation et d'exploitation des installations susvisées visant à garantir la préservation des intérêts visés à l'article 1^{er} de la loi n°76-663 du 19 juillet 1976 modifiée ;

CONSIDERANT que l'installation ne nécessite ni eau de lavage, ni eau de procédé, ni eau de refroidissement, que l'air chargé en poussières générées par l'installation est filtré avant rejet ;

CONSIDERANT que des moyens d'insonorisation ont été prévus pour réduire le bruit engendré par l'activité ;

CONSIDERANT que les dispositions prises dans la construction de l'installation, l'implantation des stockages et la filtration des poussières permettent de réduire les risques d'incendie ou d'explosion ;

APRES communication au demandeur du projet d'arrêté statuant sur sa demande ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la préfecture du Haut-Rhin ;

ARRÊTE

TITRE I : GÉNÉRALITÉS

Article 1 - Champ d'application

Sous réserve du respect des prescriptions édictées aux articles 2 et suivants, la Sarl METAL CLAIR dont le siège social est ZAC - 5 rue Gutenberg - 68800 VIEUX-THANN, est autorisée à exploiter dans ses ateliers à VIEUX-THANN, une installation de grenaillage et de revêtement de pièces métalliques.

L'établissement comprend les installations suivantes relevant de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement :

Désignation	Rubrique	Régime	Quantité	Unité
Métaux (galvanisation, étamage de) ou revêtement métallique d'un matériau quelconque par immersion ou par pulvérisation de métal fondu	2567	A		
Abrasives (emploi de matières) telles que sables, corindon grenailles métalliques, etc., sur un matériau quelconque pour gravure, dépolissage, décapage, grainage. La puissance installée des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 20kW	2575	D	40	kW

Régime : A = autorisation ; D = déclaration.

Article 2 - Conformité aux plans et données techniques

Les installations et leurs annexes sont situées, installées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier de demande d'autorisation en tout ce qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté et des règlements en vigueur.

En ce qui concerne le présent arrêté, qui ne présentent pas un caractère précis en raison de leur généralité ou qui n'imposent pas de valeurs limites, l'exploitant est tenu de respecter les engagements et valeurs annoncées dans le dossier de demande d'autorisation dès lors qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comportant au minimum les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation ;
- les plans tenus à jour ;
- les actes administratifs pris au titre de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- les résultats sur les dernières mesures sur les effluents et le bruit exigés par le présent arrêté, ainsi que les derniers rapports de visite de l'inspection des installations classées transmis à l'exploitant .

Article 3 - Mise en service

L'arrêté d'autorisation cessera de produire effet lorsque les installations n'auront pas été mises en service dans le délai de 3 ans ou n'auront pas été exploitées durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure (article 24 du décret du 21 septembre 1977).

Article 4 - Accident - Incident

Tout accident ou incident susceptible de porter atteinte aux intérêts visés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976 devra être déclaré dans les meilleurs délais à l'Inspecteur des Installations Classées (article 38 du décret du 21 septembre 1977).

L'exploitant fournira à l'Inspecteur des Installations Classées, sous quinze jours, un rapport sur les origines et causes du phénomène, ses conséquences, les mesures prises pour y remédier et celles mises en œuvre ou prévues avec les échéanciers correspondants pour éviter qu'il ne se reproduise.

Article 5 - Modification - Extension

Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, devra être portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation (article 20 du décret du 21 septembre 1977).

Changement d'exploitant

Si l'installation change d'exploitant, le nouvel exploitant ou son représentant devra en faire la déclaration au Préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation (article 34 du décret du 21.09.77).

Article 6 – Mise à l'arrêt définitif d'une installation

Si l'installation cesse l'activité au titre de laquelle elle est autorisée, l'exploitant devra en informer le Préfet dans le mois qui précède cette cessation.

Lors de l'arrêt de l'installation, l'exploitant devra remettre le site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976.

Il sera joint à la notification au préfet un dossier comprenant le plan à jour des terrains d'emprise de l'installation ainsi qu'un mémoire sur l'état du site conformément à l'article 34-1 du décret du 21 septembre 1977.

TITRE II: DISPOSITIONS APPLICABLES A L'ENSEMBLE DES INSTALLATIONS

Les installations sont installées et exploitées conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux « prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation » ainsi qu'aux dispositions suivantes :

A – PREVENTION DES POLLUTIONS

Article 7.1 – Modalités générales de contrôle

Tous les rejets et émissions doivent faire l'objet de contrôles périodiques ou continus par l'exploitant selon les modalités précisées dans les articles respectifs ci-dessous.

Ces contrôles doivent permettre le suivi du fonctionnement des installations et la surveillance de leurs effets sur l'environnement.

L'Inspection des Installations Classées peut demander à tout moment la réalisation, inopinée ou non, de prélèvements et d'analyses d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol ainsi que l'exécution de mesure de niveau sonore ou de vibration.

Les frais engendrés par l'ensemble de ces contrôles sont à la charge de l'exploitant.

L'exploitant transmettra à l'Inspecteur des Installations Classées les résultats des contrôles périodiques et continus avant le 15 du mois qui suit chacun des 4 trimestres de l'année et selon la forme indiquée en annexe. Les phases d'éventuels dépassements seront analysées par l'exploitant dans le but de définir les mesures à prendre éventuellement pour y remédier.

En fonction des résultats d'autosurveillance, ou à la demande de l'exploitant, les conditions de contrôle pourront être modifiées.

Article 7.2 – Intégration dans le paysage

L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour satisfaire à l'esthétique du site.
L'ensemble du site doit être maintenu en bon état de propreté (peinture, plantations, engazonnement...)

Article 8 – Air

Article 8.1 – Air – Principes généraux

L'air de ventilation des cabines de grenailage et de métallisation est filtré. Le bâtiment est équipé d'une extraction d'air pour assurer l'aération.
Les conduits d'extraction sont pourvus de dispositifs facilement accessibles conformes à la norme NFX 44 052 pour permettre d'effectuer des prélèvements.

Article 8.2 – Air – Valeurs limites de rejet

L'air extrait doit respecter les valeurs maximales suivantes :

Paramètre	Concentration mg/m ³
zinc (particulaire et gazeux)	< 5
poussières	< 100

Article 8.3 – Air – Contrôle des rejets

L'exploitant fera réaliser dans les six mois suivant la mise en service de l'installation, un prélèvement de l'air à l'extraction du bâtiment, avec mesure des paramètres figurant à l'article 8.2.

Article 8.4 – Odeurs

L'exploitant prend toutes les dispositions pour limiter les odeurs issues de ses installations.

Article 9 – Eau

Article 9.1 – Prélèvements et consommation

L'exploitant prend toutes dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations afin de limiter les flux d'eau.
Il ne sera pas utilisé d'eau à des fins industrielles.

Article 9.2 – Eau – Prévention des pollutions accidentelles

a) Egouts et canalisations (art.8 – AM 02/02/98)

Un plan des réseaux situant les secteurs collectés, les regards, les points de branchement de rejets sera tenu à jour et mis à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

b) Capacités de rétention (art. 10 – AM 02/02/98)

I – Tout stockage susceptible de contenir des liquides inflammables, toxiques ou nocifs pour le milieu naturel doit être associée à une capacité de rétention étanche dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand récipient associé
- 50 % de la capacité globale des récipients associés.

Pour le stockage de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention doit être au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des récipients,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des récipients, sans être inférieure à 800 litres ou à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.

II – La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

Les stockages de produits différents dont le mélange est susceptible de présenter un risque doivent être associés à des capacités de rétention distinctes, qui sont correctement entretenues et ne comporteront aucun moyen de vidange par simple gravité dans les égouts ou le milieu récepteur.

Article 9.3 – Eau – Conditions de rejet

Tout rejet d'eau de quelque nature que ce soit dans des puits perdus ou en nappe est interdit.

Les réseaux de collecte doivent séparer les eaux pluviales et les diverses catégories d'eaux polluées.

La dilution des effluents est interdite.

Article 9.3.1 – Eau – Conditions de rejet des eaux pluviales

Les eaux pluviales provenant des toitures sont directement évacuées dans la Thur.

Article 9.3.2 – Eau – Conditions de rejet des eaux sanitaires

Les eaux sanitaires sont traitées en conformité avec les instructions en vigueur concernant le code de la santé publique, évacuées vers le réseau d'assainissement de la commune de Vieux-Thann.

Article 9.3.3 – Eau – Contrôle des eaux pluviales

Un prélèvement sera réalisé annuellement dans le réseau d'évacuation des eaux pluviales de toiture. Les analyses porteront sur le zinc, le cuivre, l'aluminium, le titane et le fer.

Article 10 – Déchets

Article 10.1 – Déchets - Principes généraux

L'exploitant s'attache à réduire le flux de production de déchets de son établissement. Il organise la collecte et l'élimination de ses différents déchets en respectant les dispositions réglementaires en vigueur (loi 75-663 du 15 juillet 1975 et ses textes d'application), ainsi que les prescriptions du présent arrêté.

Article 10.2 – Déchets – Collecte et stockage

L'exploitant met en place à l'intérieur de son établissement une collecte sélective de manière à séparer les différentes catégories de déchets :

- les déchets banals composés de bois, papiers, cartons... non souillés qui pourront être traités comme des déchets ménagers et assimilés ;
- les déchets spéciaux définis par le décret n°97-517 du 15 mai 1997 relatif à la classification des déchets dangereux qui doivent faire l'objet de traitement particulier.

Le stockage des déchets dans l'établissement avant élimination se fait dans des installations convenablement entretenues et dont la conception et l'exploitation garantissent la prévention des pollutions, des risques et des odeurs.

Article 10.3 – Déchets – Elimination

Toute mise en dépôt définitif dans l'enceinte de l'établissement de tout déchet est interdite.

Tout brûlage à l'air libre est interdit.

A compter du 1^{er} juillet 2002, l'exploitant justifiera le caractère ultime des déchets mis en décharge.

Les déchets d'emballage visés par le décret n°94-609 du 13 juillet 1994 sont valorisés par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des matériaux réutilisables ou de l'énergie.

L'élimination des déchets à l'extérieur de l'établissement ou de ses dépendances doit être effectuée dans des installations réglementées à cet effet au titre de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976. L'exploitant doit pouvoir en justifier l'élimination.

Chaque lot de déchets spéciaux expédié vers l'éliminateur doit être accompagné du bordereau de suivi établi en application de l'arrêté ministériel du 4 janvier 1985 relatif au contrôle des circuits d'élimination des déchets générateurs de nuisances.

Les huiles usagées sont éliminées, conformément à l'arrêté et au décret du 21 novembre 1979 modifiés portant réglementation sur la récupération des huiles usagées.

Article 10.4 - Déchets - Contrôle des déchets

L'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées un récapitulatif des opérations effectuées au courant du trimestre précédent des déchets produits et des filières d'élimination. Les justificatifs seront conservés pendant 3 ans.

Article 10.5 - Epandage

Tout épandage est interdit.

Article 11 – Bruits et vibrations

Article 11.1 – Bruits et vibrations - Principes généraux

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant de la loi sur les installations classées pour la protection de l'environnement, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées, sont applicables.

Article 11.2 – Bruits et vibrations - Valeurs limites

La période d'activité de l'établissement est limitée aux jours ouvrables et entre 8h et 18h. Le travail est interdit la nuit ainsi que les dimanches et jours fériés

Niveaux acoustiques

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes :

Points de mesure	Niveau de bruit admissible pour la période allant de 7h à 22h sauf dimanches et jours fériés
Point A	$L_{50} = 56 \text{ dB (A)}$
Point B	$L_{50} = 64 \text{ dB (A)}$
Point C	$L_{50} = 58 \text{ dB (A)}$

Les points de mesure retenus sont les suivants :

- point A à l'Ouest du terrain
- point B au Nord du terrain
- point C à l'Est du terrain tel que figurant sur le plan annexé.

Émergence

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés
supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-dessus, dans les zones à émergence réglementée.

Les zones à émergence réglementée sont définies sur le plan annexé au présent arrêté.

Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997.

Article 11.3 - Insonorisation des engins de chantier

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier, utilisés à l'intérieur de l'établissement, doivent être conformes à la réglementation en vigueur. En particulier les engins de chantier sont d'un type homologué, au titre du décret du 18 avril 1969.

Article 11.4 - Appareils de communication

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs...) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

Article 11.5 – Bruits et vibrations - Contrôles

Un contrôle de la situation acoustique sera effectué, dans un délai de six mois à compter de la date de mise en service de l'installation, par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera soumis à l'approbation de l'Inspection des Installations Classées. Ce contrôle sera effectué par référence au plan annexé au présent arrêté. Par la suite un contrôle sera réalisé tous les 3 ans.

B - DISPOSITIONS RELATIVES A LA SÉCURITÉ

Article 12 - Dispositions générales

L'accès à l'établissement est contrôlé, une consigne est établie quant à sa surveillance.

Article 13 - Définition des zones de dangers

L'exploitant détermine les zones de risque incendie et les zones de risque d'explosion de son établissement. Ces zones sont reportées sur un plan qui est tenu à jour régulièrement et mis à disposition de l'inspection des installations classées

Les zones de risque d'incendie sont constituées de volumes où, en raison des caractéristiques et des quantités de produit présent même occasionnellement, leur prise au feu est susceptible d'avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement.

Les zones de risque d'explosion sont constituées des volumes dans lesquels une atmosphère explosive est susceptible d'apparaître de façon permanente ou épisodique en raison de la nature des substances solides, liquides ou gazeuses mises en œuvre ou stockées.

Ces risques sont signalés.

Article 14 - Conception générale de l'installation

Les bâtiments, locaux, appareils sont conçus, disposés et aménagés de façon à s'opposer efficacement à la propagation d'un sinistre.

En particulier les mesures suivantes doivent être retenues :

Article 14.1 – Règles de construction

Les portes servant d'issues doivent s'ouvrir vers l'extérieur, être correctement dégagées, signalées et réparties de sorte que tout point à l'intérieur du bâtiment soit distant de moins de 25 m de l'une d'elles.

La cabine de métallisation est réalisée en éléments de construction présentant les caractéristiques de réaction au feu suivantes :

- parois coupe -feu de degré 2 heures
- couverture incombustible
- porte pare-flamme de degré une demi-heure.

Les bouteilles de gaz combustibles alimentant les chalumeaux de pulvérisation, sont placées à plus de quatre mètres de ces derniers et de façon à n'être pas facilement renversées.

Désenfumage

Les locaux seront équipés de trappes de désenfumage à commande automatique ou à commande manuelle située à proximité des accès, facilement repérable et aisément accessible.

La surface minimale de ces exutoires sera de 0,5 % de la surface de toiture de la zone considérée.

Article 14.2 - Règles d'aménagement

A l'intérieur de l'établissement, les voies d'accès sont nettement délimitées, entretenues en bon état et dégagées de tout objet susceptible de gêner la circulation.

Les bâtiments et installations sont accessibles facilement par les services de secours qui doivent pouvoir faire évoluer sans difficulté leurs engins.

Les installations doivent être aménagées pour permettre une évacuation rapide du personnel dans deux directions opposées. L'emplacement des issues doit offrir au personnel des moyens de retraite en nombre suffisant. L'accès aux issues est balisé.

Les installations électriques seront conformes aux réglementations en vigueur. Elles seront entretenues en bon état et périodiquement contrôlées. Le dossier prévu à l'article 55 du décret 88-1056 du 14 novembre 1988 concernant la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques sera tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

L'arrêté ministériel du 31 mars 1980 portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion est également applicable.

Article 14.3 - Protection contre l'électricité statique et les courants de circulation

Toutes précautions sont prises pour limiter l'apparition de charges électrostatiques et assurer leur évacuation en toute sécurité ainsi que pour protéger les installations des effets des courants de circulation. Les dispositions constructives et d'exploitation suivantes sont notamment appliquées :

- Limitation des vitesses d'écoulement des fluides inflammables peu conducteurs ;
- Utilisation lorsque cela est possible d'additifs antistatiques ;
- Limitation de l'usage des matériaux isolants susceptibles d'accumuler des charges électrostatiques ;
- Continuité électrique et mise à la terre des éléments conducteurs constituant l'installation ou utilisés occasionnellement pour son exploitation (éléments de construction, conduits, appareillages, supports, réservoirs mobiles, outillages,...).

Article 14.4 - Protection contre la foudre

Les installations seront efficacement protégées contre les risques liés aux effets de la foudre (conformément à l'arrêté ministériel du 28 janvier 1993).

Article 14.5 - Equipements et paramètres de fonctionnement importants pour la sécurité

L'exploitant détermine la liste des équipements et paramètres de fonctionnement importants pour la sécurité (IPS) des installations, c'est-à-dire ceux dont le dysfonctionnement les placerait en situation dangereuse ou susceptible de le devenir, en fonctionnement normal, en fonctionnement transitoire, ou en situation accidentelle.

Les paramètres significatifs de la sécurité des installations sont mesurés et si nécessaires enregistrés en continu.

Les appareils de mesure ou d'alarme des paramètres IPS figurent à la liste des équipements IPS.

Les équipements IPS sont de conception éprouvée. Leur domaine de fonctionnement fiable, ainsi que leur longévité sont connus de l'exploitant. Pour le moins, leurs défaillances électroniques sont alarmées, et leur alimentation électrique et en utilité secourues sauf parade de sécurité équivalente. L'exploitant détermine ceux des équipements devant disposer d'une alimentation permanente. Ils sont conçus pour être testés périodiquement, en tout ou partie, sauf impossibilité technique justifiées par des motifs de sécurité. Ils doivent résister aux agressions internes et externes.

Ces équipements sont contrôlés périodiquement et maintenus en état de fonctionnement, selon des procédures écrites.

Article 14.6 - Règles d'exploitation et consignes

L'exploitant établira les consignes d'exploitation des différentes installations présentes sur le site. Ces consignes fixeront le comportement à observer dans l'enceinte de l'usine par tout le personnel et les personnes présentes (visiteurs, personnels d'entreprises extérieures...). L'exploitant s'assurera fréquemment de la bonne connaissance de ces consignes par son personnel, il s'assurera également que celles-ci ont bien été communiquées en tant que de besoin aux personnes extérieures venant à être présentes sur le site.

Toutes les consignes de sécurité que le personnel doit respecter, en particulier pour la mise en œuvre des moyens d'intervention, l'évacuation et l'appel aux secours extérieurs seront affichées.

Ces consignes seront compatibles avec le Plan d'intervention des secours extérieurs éventuellement établi conjointement avec la Direction départementale des services d'incendie et de secours.

Le personnel est formé à l'utilisation des équipements qui lui sont confiés et des matériels de lutte contre l'incendie. Des exercices périodiques mettant en œuvre ces consignes doivent avoir lieu tous les ans, les observations auxquelles ils peuvent avoir donné lieu sont consignées sur un registre spécial tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 15 - SÉCURITÉ INCENDIE

Article 15.1 - Détection et alarme

Les locaux ou les zones comportant des risques d'incendie ou d'explosion seront équipés, au plus tard un an après la notification du présent arrêté, d'un dispositif permettant la détection précoce d'un incendie.

Article 15.2 - Moyens de lutte contre l'incendie

L'installation sera pourvue d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux réglementations en vigueur, en particulier :

- d'un réseau d'extinction adapté aux caractéristiques des produits stockés
- les bureaux, cabines et locaux techniques auront des moyens de protection adaptés à l'équipement qu'ils contiennent
- d'extincteurs répartis judicieusement à l'intérieur des locaux en particulier :
extincteurs à CO2 près des tableaux électriques
extincteurs à poudre près des risques de feux gras (hydrocarbures)
- la défense extérieure en eau d'extinction sera assurée par un poteau d'incendie normalisé de diamètre 100 mm, disposé à moins de 100 m de l'entrée.

Tous ces équipements ainsi que les organes de mise en sécurité des installations comme les vannes de coupure des différents fluides (électricité, gaz) seront bien matérialisés et facilement accessibles.

Article 15.3 - Plan d'intervention

L'exploitant établit un plan d'intervention précisant notamment :

- l'organisation,
- les effectifs affectés,
- le nombre, la nature et l'implantation des moyens de lutte contre un sinistre répartis dans l'établissement,
- les moyens de liaison avec les Services d'incendie et de secours...

Ces plans seront tenus à jour et transmis aux Services de lutte contre l'incendie compétents.

Article 15.4 - Dispositif d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité

Chaque installation devra pouvoir être arrêtée en urgence et mise en sécurité en cas de nécessité.

Les détecteurs, commandes, actionneurs et autres matériels concourant au déclenchement et à la mise en œuvre du dispositif d'arrêt d'urgence et d'isolement sont clairement repérés et pour les commandes "coup de poing", facilement accessibles en toutes circonstances et sans risques pour l'opérateur. Ils sont classés "équipements importants pour la sécurité" (IPS) et soumis aux dispositions de l'article 17.6.

Tous les équipements de lutte contre l'incendie ainsi que les organes de mise en sécurité des installations comme les vannes de coupure des différents fluides (électricité, gaz...) sont bien repérés et facilement accessibles.

TITRE III – DIVERS

Article 16.1 - Autres règlements d'administration publique

Les conditions fixées par les articles précédents ne peuvent, en aucun cas ni à aucune époque, faire obstacle à l'application des dispositions du Titre III du Livre II du Code du Travail (hygiène et sécurité) ainsi qu'à celles des règlements d'administration publique pris en application de l'article L.231-2 de ce même code.

Article 16.2 - Droit de réserve

L'administration se réserve la faculté de prescrire ultérieurement toutes les mesures que le fonctionnement ou la transformation du dit établissement rendrait nécessaires dans l'intérêt de la salubrité et de la sécurité publique et ce sans que l'exploitant puisse prétendre de ce chef à aucune indemnité ou à aucun dédommagement.

Article 16.3 – Droit des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 16.4- Autres formalités administratives

La présente autorisation ne dispense pas le bénéficiaire des formalités et accord exigibles, le cas échéant, par d'autres réglementations (Code de l'Urbanisme, Code du Travail, voirie...).

Article 16.5 – Sanctions

En cas de non-respect des prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application des Titre VI (sanctions pénales) et VII (sanctions administratives) de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976.

Article 16.6 – Publicité

Conformément à l'article 21 du décret du 21 septembre 1977 modifié, un extrait du présent arrêté énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée et faisant connaître qu'une copie en est déposée aux archives de la mairie de VIEUX THANN et mise à la disposition de tout intéressé, sera affichée dans ladite mairie. Un extrait semblable sera inséré aux frais du permissionnaire, dans deux journaux locaux ou régionaux.

Article 16.7 – Exécution – Ampliation

Le Secrétaire Général de la Préfecture du HAUT-RHIN, le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement (D.R.I.R.E.) chargé de l'Inspection des Installations Classées et les inspecteurs des Services d'Incendie et de Secours sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera notifiée à la société.



Pour ampliation
Pour le Préfet
et par délégation
Le Chef de Bureau :


Christian AULER

Fait à Colmar, le 06 novembre 2000

Pour le Préfet
et par délégation
Le Secrétaire Général

Signé

Olivier LAURENS-BERNARD

Délais et voie de recours (article L 514-6 du Titre 1^{er} du Livre V du Code de l'Environnement).
La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif, le délai de recours est de deux mois à compter de la notification pour le demandeur ou pour l'exploitant, il est de 4 ans pour les tiers ou les communes intéressées à compter de l'affichage ou de la publication de la présente décision.